

Le 29 mai 2024

PAR COURRIEL
cfp@assnat.qc.ca

Monsieur Jean-François Simard
Député de Montmorency
Président
Commission des Finances publiques
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

CFP-028M
C.P. PL 62
Loi stratégies d'acquisition
des organismes publics
réalisation projets d'infrastructure

Monsieur le Président,

L'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (l'Ordre) a pris connaissance du projet de loi n°62 *Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure*. L'Ordre désire vous transmettre ses commentaires portant essentiellement sur les articles 10 et 11 du projet de loi, lesquels modifient la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP).

Par les articles 10 et 11 modifiant et introduisant les articles 21.48.9 et 21.48.9.1 à la LCOP, le législateur semble souhaiter l'ajout de nouvelles dispositions visant la levée du secret professionnel.

Articles de la LCOP tels que proposés :

« **21.48.9.** L'Autorité peut exiger de toute entreprise assujettie à sa surveillance qu'elle lui transmette, dans le délai indiqué, tout document et tout renseignement permettant de vérifier si elle satisfait aux exigences d'intégrité. L'Autorité peut faire de même à l'égard de tout administrateur, associé, dirigeant ou actionnaire de cette entreprise ou encore de toute autre personne ou entité qui a, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou de facto de cette entreprise.

Lorsqu'elle a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une entreprise assujettie à sa surveillance est la continuité ou le prête-nom d'une autre entreprise, l'Autorité peut exercer le pouvoir prévu au premier alinéa à l'égard de cette autre entreprise et de toute personne ou entité qui agit, à l'égard de cette autre entreprise, de l'une ou l'autre des manières qui y sont visées.

Le présent article s'applique malgré toute obligation de confidentialité ou de loyauté pouvant lier une personne, notamment à l'égard de l'entreprise qui fait l'objet d'une vérification.

Toute personne qui communique un renseignement ou un document en application du présent article n'encourt aucune responsabilité civile de ce fait.

Quiconque est visé par une demande faite en application du présent article doit, si l'Autorité lui en fait la demande, confirmer l'authenticité des documents ou la véracité des renseignements communiqués au moyen d'une déclaration sous serment.

21.48.9.1. Dans le cadre d'une vérification relative à l'intégrité d'une entreprise assujettie à la surveillance de l'Autorité, l'Autorité peut exiger de toute personne ayant déjà été administrateur, associé, dirigeant ou actionnaire de cette entreprise ou encore de toute autre personne ou entité liée ou ayant été liée, directement ou indirectement, par contrat à cette entreprise qu'elle lui transmette, dans le délai indiqué, tout document et tout renseignement pertinents aux fins de vérifier si cette entreprise satisfait aux exigences d'intégrité.

Le présent article s'applique malgré toute restriction de communication prévue par une loi et toute obligation de confidentialité ou de loyauté pouvant lier une personne, notamment à l'égard de l'entreprise qui fait l'objet d'une vérification.

Toutefois, la levée du secret professionnel autorisée par le présent article ne s'applique pas au secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client.

Toute personne qui communique un renseignement ou un document en application du présent article n'encourt aucune responsabilité civile de ce fait.

La protection du secret professionnel reconnu par l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne* (Charte québécoise) est au cœur du système professionnel québécois. Elle vise à assurer une relation de confiance entre le professionnel et son client, ce dernier devant être en mesure de transmettre au professionnel toutes les informations pertinentes à l'exercice de l'acte professionnel. La qualité de l'acte professionnel repose sur ce lien de confiance. Le statut quasi constitutionnel du secret professionnel au Québec constitue un choix de société. Il repose sur des valeurs essentielles, telles l'autonomie de la personne, la protection de sa relation avec le professionnel ainsi que la protection de la vie privée.

Depuis plusieurs années, l'Ordre réitère au législateur ses préoccupations quant à la banalisation de la levée du secret professionnel dans le corpus législatif québécois. Il est nécessaire de se pencher sur l'équilibre à trouver entre la protection du secret professionnel, d'une part, et la prévention ou la répression de certains actes, d'autre part. Ainsi, une limite raisonnable au droit au secret professionnel pourrait se justifier par la nécessité d'assurer l'exercice d'autres droits fondamentaux. La législation doit alors soutenir les professionnels dans leurs démarches, être claire et suffisamment balisée.

D'abord, l'Ordre est d'avis que les articles proposés ne constituent pas des dispositions expresses permettant la levée du secret professionnel au sens de l'article 9 de la Charte québécoise¹. Les atteintes législatives à un droit aussi fondamental que le secret professionnel exige que le législateur s'exprime clairement et sans ambiguïté et définisse les balises dans lesquelles elles doivent s'appliquer, ce qui n'est pas le cas dans le projet de loi n° 62.

La Cour Suprême nous enseigne que pour justifier la levée du secret professionnel, celle-ci doit être « absolument nécessaire » à l'atteinte des fins recherchées². On doit mettre en balance, d'une part, la nécessité pour le législateur de lever le secret professionnel, permettant en l'espèce à l'Autorité des marchés publics de pleinement jouer son rôle de surveillance des marchés publics et de l'application des lois et règlements encadrant les contrats publics au Québec, et, d'autre part, le maintien d'une relation de confiance entre le professionnel et son client afin d'assurer la protection du public. Toute disposition portant atteinte au secret professionnel ne devrait être imposée que pour des motifs sérieux, lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen pour assurer le bien-être du citoyen et qu'une telle atteinte est minimale par rapport à l'objectif poursuivi, comme le prescrivent les principes édictés aux articles 9.1 de la Charte québécoise et de l'article 1 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, tels que définis dans *R. c Oakes*³.

Si la levée du secret professionnel s'avère nécessaire, il est crucial que les dispositions fournissent un cadre guidant les professionnels et visant à circonscrire l'usage qui peut être fait des renseignements obtenus malgré le secret professionnel et la protection qui doit leur être accordée par l'Autorité. Notons, à titre d'exemple, le processus établi par les articles 15.1 à 15.7 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, lequel prévoit clairement les situations où le comptable professionnel agréé (CPA) ne peut refuser de communiquer un renseignement ou un document, l'utilisation et la communication qui peut en être faite par l'Autorité des marchés financiers ainsi que la protection qui doit être alors accordée aux informations confidentielles.

L'Ordre constate qu'une fois de plus, le législateur traite différemment le secret professionnel de l'avocat et du notaire de celui des autres professionnels visés pourtant indistinctement à l'article 9 de la Charte québécoise. L'Ordre ne saisit toujours pas les motifs guidant cette distinction et soumet que le lien de confiance entre le client et le comptable professionnel agréé est de même nature que celui avocat-client. Par leurs fonctions et leurs expertises dans plusieurs sphères de notre société, les CPA assurent des informations objectives et intègres, notamment en matière financière, et ce, en fournissant et en garantissant une gestion saine et de

¹ 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

² Smith c. Jones [1999] 1 RCS 455.

³ R. c Oakes [1986] 1 R.C.S. 103

qualité aux personnes, aux entreprises ainsi qu'aux investisseurs et aux institutions financières. Ainsi, les CPA participent de façon essentielle et directe à la préservation de la primauté du droit, notamment aux lois, aux règlements et aux normes comptables nationales et internationales, ceux-ci étant nécessaires à l'application ordonnée du système juridique ainsi qu'à la stabilité de l'ensemble du système économique et financier de la société.

En conclusion, l'Ordre n'est pas en désaccord avec le fait que le secret professionnel puisse être levé dans certaines circonstances exceptionnelles, mais s'inquiète de la multiplication des dispositions introduites dans la dernière décennie par le législateur sans réelle démarche structurée et encadrée qui autorise de façon non équivoque le professionnel à déroger à ses obligations à l'égard du secret professionnel.

L'Ordre rappelle une fois de plus qu'il est nécessaire de se pencher collectivement sur la question avec tout l'ampleur et le sérieux que cela nécessite afin d'encadrer de façon définie et prévisible les atteintes possibles au secret professionnel, plutôt que de procéder à la pièce comme semble privilégier actuellement le législateur.

Je demeure disponible pour échanger avec votre équipe et pour répondre à toute question et vous prie de recevoir, monsieur le Président, l'expression de mes plus cordiales salutations.

La présidente et cheffe de la direction,



Geneviève Mottard, CPA

CC : Membres de la Commission des finances publiques
M. Jonathan Julien, ministre responsable des Infrastructures
Mme Sonia Lebel, ministre responsable de l'Application des lois professionnelles, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor
M. Simon Jolin-Barrette, ministre de la Justice et président du Comité de législation
Mme Dominique Derome, présidente, Office des professions du Québec
Mme Danielle Boué, présidente, Conseil interprofessionnel du Québec